

Strasbourg, 25 novembre 2014

Greco (2014) 14F

**65<sup>e</sup> Réunion plénière du GRECO**  
(Strasbourg, 6-10 octobre 2014)

**RAPPORT ABRÉGÉ**

## **I. Ouverture de la réunion**

1. La 65<sup>e</sup> Réunion plénière est présidée par Marin MRČELA (Croatie), Président du GRECO, qui ouvre la réunion et souhaite la bienvenue à tous les participants, notamment aux représentants nouvellement nommés. Il rend hommage à l'ancien Chef de la Délégation de la France, Jean ALEGRE, récemment décédé. Son engagement et sa contribution active aux travaux du GRECO, ainsi que son caractère affable, ont été très appréciés au sein du groupe.
2. La liste des participants figure à l'Annexe I.

## **II. Adoption de l'ordre du jour**

Lors de l'examen du tout dernier rapport de situation soumis par la République slovaque, il est apparu que, du fait des progrès marqués, il sera probablement mis un terme à la procédure de conformité du Troisième Cycle concernant ce pays lors de la présente réunion. Le rapport de conformité intérimaire prévu à l'origine sur le projet d'ordre du jour a donc été établi sous la forme d'un addendum au rapport de conformité.

3. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II.

## **III. Points pour information**

4. Est demandé aux délégations de consulter en particulier les informations présentées dans le rapport de la 69<sup>e</sup> réunion du Bureau (document Greco (2014) F). Le Bureau s'est réuni à Berne à l'invitation des autorités de la Suisse, que le Président remercie chaleureusement pour cette initiative.

### *Le Président*

5. Malte a ratifié le Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption (STE 191) le 1<sup>er</sup> juillet 2014, et ce même traité est entré en vigueur pour la Pologne le 1<sup>er</sup> août 2014.
6. Le Président a présenté les activités du GRECO lors d'une manifestation organisée par Classroom Law Project, une ONG intervenant sur l'éducation civique (Portland, États-Unis, 22 juillet 2014) et est intervenu à la Conférence sur « La lutte contre la corruption : normes internationales et expériences nationales » organisée dans le cadre de la présidence azerbaïdjanaise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (Bakou, 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2014).
7. Le Secrétaire Général rencontrera lors d'une réunion informelle en décembre les présidents des mécanismes de monitoring du Conseil de l'Europe.
8. Des discussions approfondies se sont tenues au Bureau sur des thèmes potentiels pour le Cinquième Cycle d'Évaluation du GRECO. Le Bureau a de nouveau insisté sur le fait qu'il pense que le thème choisi devrait être politiquement pertinent. Le rapport du Bureau 69 présente les quatre options qui sont ressorties. Le Secrétariat a été chargé d'approfondir la réflexion sur la portée possible de ces options et les défis qu'elles pourraient poser avant des délibérations supplémentaires par le Bureau 70 (octobre 2014).
9. Le Bureau était d'avis qu'une conférence de clôture devrait être organisée à la fin du Quatrième Cycle d'Évaluation.
10. Le Bureau souhaitait aussi voir davantage développés les travaux du GRECO sur les dimensions de genre de la corruption – l'une des premières initiatives d'un organe du Conseil de l'Europe pour donner suite à la politique de prise en compte de cette dimension par l'Organisation – par la tenue

d'une table ronde ou d'une conférence en tant que suite à la Conférence de Prague de 2013, qui avait donné le départ de ces travaux.

***Rapporteuse sur l'égalité entre les femmes et les hommes – Helena Lišuchová (République tchèque)***

11. Une audition organisée conjointement avec les Commissions de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur l'égalité et la non-discrimination et sur le Règlement, les immunités et les affaires institutionnelles, sur les « Dimensions de genre de la corruption », a été organisée le 1<sup>er</sup> octobre 2014, dans le cadre de la Plateforme anticorruption de l'APCE. À cette occasion, des membres de l'APCE ont échangé leurs points de vue avec Gabriella BATTAINI-DRAGONI, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe, Matthias KOPETZKY, membre du Conseil de direction de l'Institut d'audit interne et chef du Groupe d'étude antifraude de l'Autriche et avec la Rapporteuse du GRECO sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Il s'agissait d'illustrer par des exemples concrets pourquoi et comment la prise en compte d'une perspective de genre apporte une valeur ajoutée à la prévention et à la lutte contre la corruption. Dans une réunion en marge de cette audition, la Secrétaire Générale adjointe a félicité le GRECO pour sa contribution substantielle à la mise en œuvre de la Stratégie de l'Organisation en faveur de l'égalité entre les sexes et exprimé son plein appui aux futures activités organisées par le GRECO sur ce thème, auxquelles elle souhaite participer. Mme LISUCHOVA continuera, au nom du GRECO, la coopération avec l'Assemblée parlementaire – s'agissant de l'élaboration d'un rapport et d'une résolution – et avec d'autres organisations, principalement les organes des Nations-Unies, qui ont manifesté un intérêt.

***Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) – M. Robert NEIL, Parlementaire (Royaume-Uni)***

12. Les parlementaires de l'APCE se montrent de plus en plus sensibilisés depuis quelque temps et les rapports du GRECO sont fréquemment cités durant les débats de l'Assemblée. Le Secrétaire Exécutif ajoute que des travaux d'analyse sont en cours pour voir comment les résultats des activités de monitoring du GRECO pourraient être mieux diffusés auprès des délégations nationales siégeant à l'Assemblée – dans l'espoir qu'elles pourraient choisir de s'impliquer davantage dans leurs parlements nationaux pour faire progresser la mise en œuvre des recommandations du GRECO.

***Secrétaire exécutif***

13. Les délégations ont reçu la Déclaration statutaire du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui présente sa vision stratégique pour son second mandat. La corruption figure au nombre des principaux défis mentionnés. Dans le premier de ses sept impératifs pour une Organisation plus pertinente et efficace figure la question de la modification des pratiques opérationnelles des mécanismes de monitoring afin d'assurer des réponses plus efficaces et plus rapides à des situations et demandes urgentes de la part des États membres – le texte présenté à la plénière pour adoption au titre du point 12 de l'ordre du jour de la présente réunion a été préparé en gardant cela à l'esprit.

14. Des copies d'une lettre adressée par le Président du Parti démocratique albanais (parti d'opposition) au Secrétaire exécutif, exposant des préoccupations concernant les développements touchant l'Inspection supérieure pour la déclaration et le contrôle de patrimoine (HIDAA), ainsi que de la réponse de la Délégation albanaise auprès du GRECO adressée au Secrétaire exécutif, qui avait été chargé par le Bureau de demander aux autorités albanaises d'expliquer leur position sur cette question, ont été distribuées. De plus amples informations sont communiquées à la présente réunion par le Chef de la Délégation albanaise sous le point 4 de l'ordre du jour.

15. Le Bureau a proposé que la Secrétaire Générale adjointe soit invitée à présenter un article pour le prochain Rapport général d'activité du GRECO (2014) concernant la manipulation des résultats

sportifs –notamment en lien avec la Convention du Conseil de l’Europe sur la manipulation des compétitions sportives (STCE n° 215), qui a été ouverte à la signature en septembre 2014.

16. Des copies de divers documents sont disponibles : le Rapport de la Conférence sur le renforcement des capacités des parlementaires, des juges et des procureurs pour prévenir la corruption dans leurs propres rangs – tendances émergents après deux ans d’évaluations du IV Cycle du GRECO, qui a été organisée conjointement par le ministère fédéral de la Justice autrichien, l’International Anti-Corruption Academy (IACA) et le GRECO les 10 et 11 avril 2014 (Laxenburg, Autriche), ainsi qu’une publication de l’Institut international pour la démocratie et l’assistance électorale (International IDEA) intitulé « *Political Finance Regulations around the World: An Overview of the International IDEA Database* ».

#### **IV. Quatrième Cycle d’Évaluation**

Prévention de la corruption chez les parlementaires, les juges et les procureurs

##### ***Procédures d’évaluation***

17. La procédure pour l’examen détaillé par la plénière des projets de rapports d’évaluation prévoit la lecture in extenso par le Président des paragraphes signalés auparavant par l’Équipe d’évaluation, les autorités ou le Secrétariat, et la discussion par les experts des délégations de tous les États membres du GRECO qui composent la plénière, avec la participation de l’Équipe d’évaluation qui a réalisé la visite sur place et contribué à la rédaction du projet de rapport. Des délégations peuvent également prendre la parole pour ouvrir une discussion sur n’importe quelle autre partie du projet de rapport. La plénière procède à une deuxième lecture des révisions faites à la lumière de la première lecture avant l’adoption du texte.

18. Le GRECO adopte les Rapports d’évaluation du quatrième cycle – avec des recommandations formelles – concernant l’**Azerbaïdjan** (Greco Eval IV Rep (2014) 2F – publication à venir), l’**Allemagne** (Greco Eval IV Rep (2014) 1F – publication à venir) et l’**Irlande** (Greco Eval IV Rep (2014) 3F – publication le 21 novembre 2014). L’échéance du 30 avril 2016 est fixée pour la soumission de Rapports de situation sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations dans les trois cas.

##### ***Évaluateurs et Équipes d’évaluation***

19. Le GRECO prend note que le Président demande aux délégations de revoir le groupe d’évaluateurs constitué par les États membres à l’ouverture du Quatrième Cycle d’Évaluation. Il est important de veiller à ce que la liste soit actualisée, à ce que les profils correspondent aux besoins du cycle et à ce que les évaluateurs soient disponibles et conscients des missions qui leur seront confiées s’ils sont sélectionnés pour participer à une évaluation.

20. Le GRECO approuve la composition des équipes d’évaluations chargées des évaluations du Quatrième Cycle de la Bosnie-Herzégovine, de Chypre, de la République tchèque, de la République de Moldova, de la Roumanie et de la Turquie (Greco Eval IV (2014) 7 Rev).

##### ***Rapporteurs***

21. Le GRECO approuve la liste des pays rapporteurs pour les procédures de conformité du Quatrième cycle concernant la Finlande, l’Islande, le Luxembourg et les Pays-Bas (Greco Eval IV (2014) 6 – anglais seulement).

## V. Troisième Cycle d'Évaluation

Thème I « Incriminations » / Thème II « Transparence du financement des partis politiques »

22. Dans un ensemble de rapports de conformité et de rapports intérimaires de conformité – lorsque l'article 32 a été appliqué – examinés par la plénière, le GRECO se prononce sur le niveau de conformité des États membres avec ses recommandations. Un Rapport de situation soumis par les autorités d'un État membre sert de base aux évaluations. Les rapporteurs désignés par d'autres États membres sont associés à la préparation des projets de rapport inscrits à l'ordre du jour.

### *Procédures de conformité*

23. Le GRECO adopte le 2<sup>e</sup> Rapport de conformité du Troisième Cycle sur l'**Azerbaïdjan** (Greco RC-III (2014) 13F – publication à venir), sur la **Bulgarie** (Greco RC-III (2014) 12F – publié le 17 novembre 2014) et un Addendum au 2<sup>e</sup> Rapport de conformité du Troisième Cycle sur l'**Espagne** (Greco RC-III (2014) 7F – publication à venir). Conformément à l'article 31, paragraphe 9 du Règlement intérieur, le GRECO demande que les Chefs de délégation des trois pays soumettent d'ici le 31 juillet 2015 au plus tard des informations supplémentaires concernant les mesures additionnelles prises pour mettre en œuvre les recommandations du GRECO.

24. Il est mis fin aux procédures de conformité du Troisième Cycle par l'adoption des rapports suivants : 2<sup>e</sup> Rapport de conformité sur la **Serbie** (Greco RC-III (2014) 15F – publié le 16 octobre 2014), Addendum au 2<sup>e</sup> Rapport de conformité sur la **Pologne** (Greco RC-III (2014) 16F – publication à venir) et Addendum au 2<sup>e</sup> Rapport de conformité sur la **République slovaque** (Greco RC-III (2014) 23F – publié le 16 octobre 2014).

### *Procédures 32 – non-conformité*

25. Dans son 3<sup>e</sup> Rapport de conformité *intérimaire* du Troisième Cycle concernant le **Danemark**, (Greco RC-III (2014) 18F – publié le 10 novembre 2014) et son Rapport de conformité *intérimaire* du Troisième Cycle concernant **Malte** (Greco RC-III (2014) 21F – publication à venir), le GRECO conclut que le niveau de conformité avec ses recommandations reste « globalement non satisfaisant » au sens de l'article 31, paragraphe 8.3 du Règlement intérieur. L'application de l'article 32 est donc maintenue et, conformément au paragraphe 2(1) de cet article, il est demandé à ces deux États membres de soumettre d'ici le 31 juillet 2015 un rapport sur les progrès marqués dans la mise en œuvre des recommandations en suspens.

26. En outre, pour le **Danemark**, la plénière envisage de demander que les autorités reçoivent une mission de haut niveau (paragraphe 2(iii) de l'article 32) pour discuter sur place, avec toutes les parties prenantes, des moyens permettant d'accélérer les changements législatifs et politiques mis en lumière dans le 3<sup>e</sup> rapport *intérimaire*. En définitive, il est décidé de repousser cette décision jusqu'à l'examen du rapport de progrès devant être soumis par le Danemark d'ici le 31 juillet 2015.

27. Pour ce qui est de **Malte**, le GRECO décide, conformément au paragraphe 2 (ii) a) de l'article 32, qu'une lettre sera envoyée par le Président au Chef de la Délégation – avec copie au Président du Comité statutaire – soulignant la nécessité d'agir de manière déterminée dans ce pays pour marquer des progrès tangibles aussitôt que possible.

28. Par l'adoption des 3<sup>e</sup> Rapports de conformité intérimaires du Troisième Cycle sur la **Belgique** (Greco RC-III (2014) 20F – publication à venir) et l'**Allemagne** (GRECO RC-III (2014) 19F – publication à venir), le GRECO met fin à l'application de l'article 32 dans les deux cas. Conformément à l'article 31, paragraphe 8.2, il est demandé aux Chefs des Délégations concernées de soumettre d'ici le 31 juillet 2015 des rapports sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations en suspens.

29. Le Président signale les résultats significatifs obtenus en termes de mise en œuvre dans le cadre des procédures de conformité du Troisième Cycle par la Belgique, l'Allemagne, la Pologne, la Serbie et la République slovaque, ainsi que les perspectives encourageantes de progrès signalées, notamment dans le cas du Danemark.

#### **VI. Publication, traduction et mise à disposition des rapports adoptés ([www.coe.int/greco](http://www.coe.int/greco))**

30. À la suite de décisions antérieures destinées à accroître la visibilité des travaux du GRECO, il est rappelé aux membres la marche à suivre lors de la publication d'un rapport adopté<sup>1</sup>.

31. Il est noté que la publication d'un certain nombre de rapports est encore attendue, à savoir le Rapport d'évaluation du Quatrième Cycle sur la Slovaquie (adopté en octobre 2013) – ce rapport ayant été par la suite rendu public le 6 novembre 2014 ; le Rapport de conformité du Troisième Cycle sur l'Autriche (adopté en mars 2014), le Rapport d'Évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur le Belarus<sup>2</sup> (adopté en juin 2012) et le Rapport de conformité sur les Premier et Deuxième Cycles conjoints sur le Belarus (adopté en juin 2014). Pour ce qui est du Belarus – le dernier État à avoir adhéré au GRECO -, le GRECO incite encore une fois les autorités à adhérer aux pratiques suivies de longue date par le Groupe en levant la confidentialité de ces deux premiers rapports.

#### **VII. Échange de vues avec le Président du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption dans les transactions commerciales internationales (WGB)**

32. La plénière procède à un échange de vues avec Drago KOS, qui a présidé le GRECO de janvier 2003 à décembre 2011 et préside actuellement le WGB de l'OCDE. Au vu de la perspective unique que lui donne son expérience des deux organes, il partage avec la plénière ses vues concernant les forces de l'un et de l'autre, les caractéristiques que l'un et l'autre pourraient utiliser pour s'en inspirer, les futurs défis et les opportunités de coopération.

33. Les travaux du WGB sont délimités par la portée d'un traité, la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales ; ce texte incrimine le volet actif (donner) de la corruption d'agents publics étrangers. Sa portée est donc très spécifique. Il a deux caractéristiques que n'ont pas d'autres traités internationaux anti-corruption couvrant le secteur privé : le principe de la double incrimination (les auteurs de l'infraction peuvent être poursuivis dans des juridictions différentes) et son article 5 sur l'application qui prévoit que l'enquête et la poursuite de la corruption d'agents publics étrangers dans des transactions commerciales internationales « ne seront pas influencées par des considérations d'intérêt économique national, les effets possibles sur les relations avec un autre Etat ou l'identité des personnes physiques ou morales en cause. » Une recommandation de 2009 visant à renforcer la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales complète la convention et expose dans ses annexes des conseils de bonnes pratiques pour l'application d'articles spécifiques et des orientations concernant les contrôles internes, l'éthique et la conformité qui définissent pour les entreprises les caractéristiques d'un système de conformité efficace.

34. Le WGB a clairement tiré avantage d'un soutien politique de poids et de l'attention, et donc de la visibilité, qu'il obtient de Transparency International. De plus, poursuivant l'objectif de l'OCDE de

---

<sup>1</sup> Le GRECO demande à ses membres :

- de fixer une même date de publication avec le Secrétariat
- d'indiquer clairement la date d'adoption et la date de publication sur la page de couverture
- de rendre la version dans la langue nationale publique et facilement accessible sur un site web national
- de notifier le Secrétariat de l'emplacement où le rapport peut être consulté en lui communiquant le lien internet
- d'inclure un lien sur le site web national vers les versions dans les deux langues officielles sur le site web du GRECO.

<sup>2</sup> En février 2014, le GRECO a exceptionnellement publié un résumé du Rapport d'évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur le Belarus dans une tentative de paver la voie à la publication du rapport intégral, qui ne peut intervenir qu'avec l'autorisation des autorités nationales : [http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/news/News\(20140203\)Eval1&2Belarus\\_en.asp](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/news/News(20140203)Eval1&2Belarus_en.asp)

garantir des règles du jeu équitables dans les grandes économies mondiales, il entretient de solides échanges avec le G20, un certain nombre des grandes puissances économiques présentes au G20 étant encore réticentes à adhérer au mécanisme de l'OCDE. Vu le large mandat thématique du GRECO, le nombre élevé de ses États membres et leur proximité géographique constituent à ses yeux des atouts évidents.

35. M. KOS accepte de partager avec le GRECO les résultats du processus de réflexion en cours au sein du WGB en ce qui concerne la conception de son Cycle d'Évaluation de la Phase IV. Dans le contexte de ces travaux, il espère que le WGB envisagera de rationaliser son système très complexe d'obligations de reporting – le GRECO a la chance d'être doté de règles de procédures plus claires et plus maniables en ce qui concerne ses procédures de conformité.

36. La marge de chevauchement – étant donné le capital que constituent les travaux normatifs du Conseil de l'Europe dans une palette de secteurs beaucoup plus large dans laquelle le GRECO peut puiser pour ses activités – et, en conséquence, les opportunités d'action conjointe ont toujours été et demeureront extrêmement limitées. Des références pertinentes aux conclusions du WGB ont été faites dans des rapports d'évaluation du GRECO et chaque organe suit avec intérêt les travaux de l'autre. Des opportunités de futurs échanges de vues seront certainement prévues.

#### **VIII. Suites données au rapport du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe sur l'État de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit en Europe**

37. Le rapport du Secrétaire Général, publié en avril 2014, a invité les organes de monitoring à modifier leurs pratiques opérationnelles pour permettre au Conseil de l'Europe de répondre plus rapidement et plus efficacement à des situations d'urgence et demandes urgentes par les États membres. Le Secrétaire Général discutera des suites données à cette demande avec les Présidents des organes de monitoring du Conseil de l'Europe en décembre, puis en rendra compte lors de la Session (ministérielle) de mai 2015 du Comité des Ministres.

38. Le GRECO a traité cette question en posant un cadre (conditions et responsabilités) pour mener un dialogue ad hoc focalisé avec un État membre au cas où des développements polémiques ou d'autres questions urgentes se posent en ce qui concerne son mandat de monitoring et les normes internationales anti-corruption relevant de son ressort (document Greco 2014) 10F Final).

39. Le GRECO remarque néanmoins que, tout en reconnaissant la nécessité d'agir parfois rapidement du fait de situation d'urgences liées à la corruption et de demandes urgentes de la part d'États membres, il préfère toutefois nettement traiter ces situations dans le contexte des procédures établies d'examen par les pairs qui ont une base réglementaire claire et prévoient de multiples couches de validation des résultats ainsi qu'une forte appropriation du processus. De son point de vue, des réactions précipitées à des problèmes émergents ne reposent souvent pas sur une analyse approfondie de la situation et ne sont pas toujours à même de donner des résultats durables, en plus du fait qu'elles sont onéreuses en termes de ressources humaines et financières.

#### **IX. Développements/manifestations d'actualité dans les États membres**

40. Une synthèse des informations fournies par les délégations concernant ce point (Point 4) figure dans l'Addendum au présent rapport (Greco (2014) 14F Addendum).

#### **X. Passage en revue des Conventions du Conseil de l'Europe – réponse au CDPC**

41. Le GRECO prend note de la réponse envoyée en son nom par le Bureau à une demande émanant de la Présidence du Comité européen sur les problèmes criminels (CDPC) qui souhaitait savoir s'il était nécessaire de réviser la Convention pénale sur la corruption et son Protocole additionnel (STE

n° 173 et 191). Cette initiative faisait suite à une décision des Délégués des Ministres (1168<sup>e</sup> réunion – 10 avril 2013).

42. Dans sa réponse (document Greco 2014 11F révisé), le GRECO invite le CDPC à prendre note d'un certain nombre d'observations et conclut que ses travaux de monitoring n'ont pas révélé de lacunes particulières dans les deux textes qui mériteraient actuellement une intervention, ni aucun besoin d'action « promotionnelle », les deux traités ayant été ratifiés par une large majorité des États membres du Conseil de l'Europe. Le GRECO estime toutefois qu'il serait réellement souhaitable que le CDPC procède à une étude de faisabilité sur l'intérêt d'amender la Convention pénale, ou de la compléter par un Protocole additionnel en vue de couvrir le secteur à but non lucratif (associations privées – y compris celles qui opèrent au niveau international -, fondations, syndicats, organisations caritatives, églises œuvrant au sein de la communauté etc.), qui est un secteur n'ayant pas fait jusqu'ici l'objet d'une grande attention en ce qui concerne les risques de corruption et le cadre juridique applicable.

## **XI. Divers**

43. Concernant les informations communiquées par le Chef de la Délégation de Lettonie au point 4 de l'ordre du jour, le GRECO se dit préoccupé par les récents développements dans ce pays et le possible démantèlement du KNAB (Bureau pour la prévention et la lutte contre la corruption). Il réitère la position qu'il a constamment affirmée dans ses rapports sur la Lettonie en ce qui concerne la nécessité de veiller à ce que le KNAB travaille sans interférence politique afin de pouvoir s'acquitter de ses fonctions de manière indépendante et impartiale. Il est demandé à la Délégation lettone de fournir un complément d'informations à cet égard à la prochaine réunion plénière (GRECO 66, 8-12 décembre 2014). De plus, le Secrétariat est chargé de porter ces informations à l'attention du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et la plénière espère recevoir des informations sur toute initiative entreprise.

44. Plusieurs délégations expriment le souhait de tenir des discussions plus larges concernant la préparation du Cinquième Cycle d'Évaluation du GRECO. Certains des intervenants évoquent la nécessité d'examiner aussi des questions de méthodologie/procédure en lien avec toute décision sur la portée thématique précise du cycle. À la suite de ces interventions, il est convenu qu'une session générale de réflexion devrait être organisée durant la 66<sup>e</sup> réunion plénière du GRECO.

## **XII. Adoption de décisions**

45. Les décisions de la 65<sup>e</sup> réunion plénière sont adoptées telles qu'elles figurent dans le document Greco (2014) 13F.

## **XIII. Prochaines réunions**

46. Le Bureau tiendra sa 70<sup>e</sup> réunion à Strasbourg le 30 octobre 2014. La 66<sup>e</sup> réunion plénière du GRECO se déroulera à Strasbourg du 8 au 12 décembre 2014. Malheureusement, ces dates coïncident avec celles de la réunion de décembre du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption – le Secrétaire exécutif explique qu'étant donné les contraintes en termes d'hébergement hôtelier et de salles de réunion lors des sessions du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le Secrétariat ne peut pas toujours tenir compte des calendriers de réunions d'autres organisations.

**ANNEXE I**  
**LISTE DES PARTICIPANTS**

**ALBANIA / ALBANIE**

Ms Edlira NASI

Inspector/Coordinator, Unit for Internal Administrative Control and Anti-Corruption, General Directorate of Legal Issues, Monitoring of Programmes and Anti-corruption, Prime Minister's Office

Ms Ardiana HOBDA RI

Permanent Representative of Albania to the Council of Europe

**ANDORRA / ANDORRE**

Ms Clàudia CORNELLA DURANY (Head of delegation)

Head of International Relations, Ministry of Finance, GOVERN D'ANDORRA

**ARMENIA / ARMENIE**

Ms Anna MARGARYAN

Chair of Criminal Law and Criminology, Yerevan State University

**AUSTRIA / AUTRICHE**

Mr Christian MANQUET (Head of delegation)

**Vice-President of GRECO / Vice-président du GRECO**

Head of Department, Directorate for Penal Legislation, Ministry of Justice

Ms Gertraud EPPICH (Evaluator – Germany)

Landesgericht Wiener Neustadt

**AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN**

Mr Vusal HUSEYNOV (Head of delegation)

Senior Advisor, Law Enforcement Coordination Department, Administration of the President of the Republic, Secretary of the Commission for Combating Corruption

Mr Kamran ALIYEV

Deputy Prosecutor General, Director, Anti-Corruption Directorate, General Prosecutor's Office

Mr Elnur MUSAYEV

Senior Prosecutor, Anticorruption Department, General Prosecutor's Office

Mr Fuad MURADOV

Member of Parliament

Mr Javid HUSEYNOV

Head of Apparatus of the Judicial Legal Council

**BELARUS**

Mr Sergey AZEMSHA

Public Prosecutor of Gomel Region

**BELGIUM / BELGIQUE**

M. Frederik DECRUYENAERE (Chef de délégation)

Attaché au Service des Infractions et Procédures Particulières, Service Public Fédéral Justice (SPF Justice)

M. Guido HOSTYN

Premier conseiller de direction - Secrétaire de la Commission de contrôle des dépenses électorales, Sénat

M. Paul MULS

Premier conseiller de direction - Secrétaire de la commission de contrôle des dépenses électorales, Chambre des représentants

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**

Mr Vjekoslav VUKOVIC (Head of delegation)

Assistant Minister, Sector for Fight against Terrorism, Organised Crime and Drugs Abuse, Ministry of Security

**BULGARIA / BULGARIE**

Mr Georgi RUPCHEV (Head of delegation + evaluator - Azerbaijan)  
Head of Criminal Law Division, Directorate of International Cooperation and European Affairs, Ministry of Justice

**CROATIA / CROATIE**

Mr Marin MRČELA  
**President of GRECO / Président du GRECO**  
Justice at the Supreme Court

Mr Dražen JELENIĆ (Head of delegation + evaluator - Azerbaijan)  
Deputy State Attorney General

Mr Djuro SESSA (evaluator – Germany)  
Associate Justice at the Supreme Court

**CYPRUS / CHYPRE**

Mr Philippos KOMODROMOS (Head of delegation)  
Counsel of the Republic, Office of the Attorney General of Cyprus

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Ms Helena LIŠUCHOVÁ (Head of delegation + evaluator - Azerbaijan)  
Head of the International Cooperation Department, Ministry of Justice

Mr Václav MLYNÁŘÍK  
Security Expert, Security Policy Department, Ministry of the Interior

**DENMARK / DANEMARK**

Ms Marie TULLIN (Head of delegation)  
Senior Prosecutor, State Prosecutor for Serious Economic and International Crime

**ESTONIA / ESTONIE**

Mr Urvo KLOPETS  
Advisor, Analysis Division, Criminal Policy Department, Ministry of Justice

Ms Kätlin-Chris KRUUSMAA  
Advisor, Analysis Division, Criminal Policy Department, Ministry of Justice

**FINLAND / FINLANDE**

Mr Mika AALTO (Head of delegation)  
Ministerial Adviser, Ministry of Justice, Department of Criminal Policy

**FRANCE**

M. François BADIE  
Chef du Service Central de Prévention de la Corruption (SCPC), Ministère de la Justice

M. Yves Marie DOUBLET (évaluateur – Allemagne)  
Directeur adjoint, Assemblée Nationale, Service des affaires juridiques, Division contrôle et études juridiques, Division de la Réglementation, du Contrôle et des Marchés

**GEORGIA / GEORGIE**

Ms Rusudan MIKHELIDZE  
Director of Analytical Department, Secretariat of the Anti-Corruption Council, Ministry of Justice

Ms Natalia BARATASHVILI  
Coordinator of Anti-Corruption Issues, Analytical Department, Secretariat of the Anti-Corruption Council, Ministry of Justice

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Mr Markus BUSCH (Head of delegation)  
Head of Division, Economic, Computer, Corruption-related and Environmental Crime, Federal Ministry of Justice and Consumer Protection

Mr Stefan SINNER  
Head of Division PM1, Remuneration of Parliamentarians, Administration of the *Bundestag*

Mr Frank RAUE  
Deputy Head of Division PM1, Remuneration of Members, Administration of the *Bundestag*

Ms Sabine HILGENDORF-SCHMIDT  
Head of Division, Law concerning Judges, Remuneration of Judges, Training, Federal Ministry of Justice and Consumer Protection

Mr Ralf ROTHER  
Attorney General of the Land Berlin

Mr Michael WISSER  
Director General Parliamentary Affairs and Spokesman, German Bundesrat

Ms Barbara Agnes REEVES and Mr Christopher James YIANNI  
Interpreters

**GREECE / GRECE**

Ms Panagiota VATIKALOU  
Investigative Judge, Court of First Instance of Chania

**HUNGARY / HONGRIE**

Ms Nóra BAUS  
Anti-corruption officer, Department for European Cooperation, Ministry of the Interior

**ICELAND / ISLANDE**

**Apologised / excusée**

**IRELAND / IRLANDE**

Mr Andrew MUNRO (Head of delegation)  
Principal Officer, Criminal Law Reform Division, Department of Justice and Equality

Ms Claire MARTINEZ  
Government Reform Unit, Department of Public Expenditure and Reform

Mr Martin SWITZER  
Justice Attaché, Deputy to the Permanent Representative of Ireland to the Council of Europe

Mr Jim O'KEEFFE (evaluator – Azerbaijan)  
Member of Standards in Public Office Commission

Ms Evelyn O'CONNOR  
Government Reform Unit, Department of Public Expenditure and Reform

Mr Justice Donal O'DONNELL  
Judge of the Supreme Court

Mr Conan MCKENNA  
Assistant Secretary General, Department of Justice and Equality

Mr Francis CASSIDY  
Office of the Director of Public Prosecutions

Mr Brian MCKEVITT  
Assistant Principal, Standards in Public Office Commission

**ITALY / ITALIE**

Ms Vania MAFFEO  
Professor of Law, University of Naples "Federico II"

**LATVIA / LETTONIE**

Mr Jaroslavs STRELČENOKS (Head of delegation)  
Director, Corruption Prevention and Combating Bureau

**LIECHTENSTEIN**

Mr Patrick RITTER (Chef de délégation)  
Deputy Director, Office for Foreign Affairs

**LITHUANIA / LITUANIE**

Mr Paulius GRICIUNAS (Head of delegation)  
Vice Minister, Ministry of Justice

**LUXEMBOURG**

Mme Doris WOLTZ (Chef de délégation)  
Procureur d'Etat adjoint, Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg

**MALTA / MALTE**

Mr Peter GRECH  
Attorney General

Ms Victoria BUTTIGIEG  
Assistant Attorney General, Office of the Attorney General

Mr Antoine DALLI (evaluator – Ireland)  
Internal Audit and Investigations Department (IAID), Cabinet Office, Office of the Prime Minister

**REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Mme Cornelia VICLEANSCHI (Chef de délégation)  
Procureur, Chef de la Section Générale, Bureau du Procureur Général

**MONACO**

M. Jean-Marc GUALANDI  
Conseiller Technique, Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (SICCFIN), Département des Finances et de l'Economie

**MONTENEGRO**

Ms Vesna RATKOVIC (Head of delegation)  
Director, Directorate for Anti-Corruption Initiative

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Mr Don O'FLOINN (Head of delegation)  
Senior Policy Advisor, Ministry of Security and Justice, Law Enforcement Department

Mr Richard HAGEDOORN  
Ministry of the Interior and Kingdom Relations

Ms Catharina Anna (Kitty) NOOY (evaluator – Ireland)  
Chief District Prosecutor, National Integrity Programme Manager, Public Prosecution Service

**NORWAY / NORVEGE**

Mr Jens-Oscar NERGARD  
Senior Adviser, Ministry of Local Government and Modernisation

**POLAND / POLOGNE**

Ms Alicja KLAMCZYNSKA  
Chief specialist, European Criminal Law Division, Criminal Law Department, Ministry of Justice

Mr Adrian GRYCUK (evaluator – Poland)  
Senior Economic Policy Analyst, Bureau of Research, Chancellery of the Sejm (Lower Chamber of the Parliament), Social, Economic & EU Policies Division

**PORTUGAL**

Mr Daniel MARINHO PIRES  
Legal Adviser, Directorate General for Justice Policy, International Affairs Department, Ministry of Justice

**ROMANIA / ROUMANIE**

Mr Andrei FURDUI  
Legal Advisor, National Office for Crime Prevention and Asset Recovery, Ministry of Justice

Ms Oana Andrea SCHIMIDT HAINEALA  
Prosecutor, Member of the Superior Council of Magistracy

**RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE**

Mr Aleksandr BUKSMAN (Head of delegation)  
First Deputy Prosecutor General, Prosecutor General's Office

Mr Aslan YUSUFOV

Deputy Head of Directorate, Head of Section of supervision over implementation of anti-corruption legislation  
Prosecutor General's Office

Mr Pavel VOLCHIKHIN

Deputy to the Permanent Representative of the Russian Federation to the Council of Europe

**SAN MARINO / SAINT MARIN**

Mr Eros GASPERONI (Head of delegation)  
First Secretary, Ministry of Foreign Affairs

Mr Matteo FORCELLINI

Trainee, Permanent Representation of San Marino to the Council of Europe

**SERBIA / SERBIE**

Mr Jovan COSIC  
Head of Department for Normative Affairs, Ministry of Justice

Mr Vladan JOKSIMOVIC

Deputy Director of Anti-Corruption Agency

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Ms Alexandra KAPIŠOVSKÁ  
Legal Adviser, Ministry of Justice

Ms Eva CHMELOVA

Ministry of the Interior

**SLOVENIA / SLOVENIE**

Mr Matjaž MEŠNJAK  
Adviser, Public Integrity and Prevention, Commission for the Prevention of Corruption

Ms Katja KOLMAN

Trainee, Permanent Representation of Slovenia to the Council of Europe

**SPAIN / ESPAGNE**

Mr Rafael VAILLO RAMOS  
Technical Adviser, DG for International Cooperation, Ministry of Justice

**SWEDEN / SUEDE**

Mr Walo VON GREYERZ  
Legal Adviser, Ministry of Justice, Division for Criminal Law

**SWITZERLAND / SUISSE**

M. Ernst GNAEGI (Chef de délégation)  
Chef de l'unité du droit pénal international, Office fédéral de la Justice

M. Jean-Christophe GEISER (membre de la délégation + évaluateur - Allemagne)  
Conseiller scientifique, Office fédéral de la justice

**“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / « L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE »**

Ms Aneta ARNAUDOVSKA (Head of delegation)  
Judge, Director of the Academy for Judges and Public Prosecutors

**TURKEY / TURQUIE**

Mr Harun MERT (Head of delegation)  
Judge, Deputy General Director, General Directorate of International Law and Foreign Relations, Ministry of Justice

**UKRAINE**

Ms Nataliya KYRYCHENKO  
Office of the President

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Mr David MEYER (Head of delegation)  
Head of International Relations, Law Rights and International Division, Ministry of Justice

Ms Fiona SALEM

Senior Adviser, International Relations, Law, Rights and International Justice Policy Group, Ministry of Justice

**UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

Ms Jane LEY  
Senior Anticorruption Advisor, International Narcotics and Law Enforcement Bureau, U.S Department of State

Mr Michael OLMSTED

Senior Counsel for the European Union, U.S. Mission to the European Union

Mr Noel L. HILLMAN (evaluator – Ireland)

US District Court Judge, District of New Jersey

**EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS (CDPC) / COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS (CDPC)**

Ms Helena LIŠUCHOVÁ (Head of delegation)  
Head of International Cooperation Department, Ministry of Justice

**EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL CO-OPERATION (CDCJ) / COMITE EUROPEEN DE COOPERATION JURIDIQUE (CDCJ)**  
**Apologised / excusé**

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE /  
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Robert NEILL (United Kingdom)  
Member of the Committee on Legal Affairs and Human Rights

**COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK / BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE**  
**Apologised / excusée**

**OBSERVERS / OBSERVATEURS**

**UNITED NATIONS – UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME (UNODC) /  
NATIONS UNIES – OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME (ONU DC)**  
**Apologised / excusées**

**ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) /  
ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)**  
**Apologised / excusée**

**INTERNATIONAL ANTI-CORRUPTION ACADEMY /  
L'ACADEMIE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (IACA)**  
**Apologised / excusée**

**ORGANIZATION OF AMERICAN STATES (OAS) / ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS (OEA)**  
**Apologised / excusée**

**GRECO EVALUATION TEAMS**  
**Fourth Round Evaluation report on Germany /**  
**Rapport d'Evaluation du Quatrième Cycle sur l'Allemagne**

M. Yves Marie DOUBLET

Directeur adjoint, Assemblée Nationale, Service des affaires juridiques, Division contrôle et études juridiques, Division de la Réglementation, du Contrôle et des Marchés

Ms Gertraud EPPICH

Landesgericht Wiener Neustadt

M. Jean-Christophe GEISER

Conseiller scientifique, Office fédéral de la justice

Mr Djuro SESSA

Associate Justice at the Supreme Court

**Fourth Round Evaluation report on Azerbaijan /  
Rapport d'Évaluation du Quatrième Cycle sur l'Azerbaïdjan**

Mr Dražen JELENIĆ  
Deputy State Attorney General

Mr Jim O'KEEFFE  
Former Member of Parliament and State Minister

Ms Helena LIŠUCHOVÁ  
Head of the International Cooperation Department, Ministry of Justice

Mr Georgi RUPCHEV  
Head of Criminal Law Division, Directorate of International Cooperation and European Affairs, Ministry of Justice

**Fourth Round Evaluation report on Ireland /  
Rapport d'Évaluation du Quatrième Cycle sur l'Irlande**

Mr Antoine DALLI  
Internal Audit and Investigations Department (IAID) , Cabinet Office, Office of the Prime Minister

Mr Adrian GRYCUK  
Senior Economic Policy Analyst, Bureau of Research, Chancellery of the Sejm (Lower Chamber of the Parliament), Social, Economic & EU Policies Division

Mr Noel L. HILLMAN  
US District Court Judge, District of New Jersey, Mitchell H. Cohen Courthouse, One John F. Gerry Plaza

Ms Catharina Anna (Kitty) NOOY  
Chief District Prosecutor, National Integrity Programme Manager, Public Prosecution Service

**RAPPORTEURS**

**Third Round – Second Compliance Reports /  
Troisième Cycle – Deuxièmes Rapports de Conformité**

**Azerbaijan / Azerbaïdjan**

Mr Patrick RITTER (Head of delegation) - Liechtenstein  
Mr Rafael VAILLO RAMOS - Spain / Espagne

**Bulgaria / Bulgarie**

Ms Olena TYSHCHENKO - Ukraine  
Mr Walo VON GERYERTZ - Sweden / Suède

**Serbia / Serbie**

Mr Markus BUSCH - Germany / *Allemagne* (Theme I only / *uniquement Thème I*)

**Third Round – Addenda to Compliance Reports /  
Troisième Cycle – Addenda aux rapports de conformité**

**Poland / Pologne**

Mr Peter GRECH - Malta / *Malte*  
Mr Vusal HUSEYNOV - Azerbaijan / *Azerbaïdjan*

**Spain / Espagne**

Mr Urvo KLOPETS - Estonia / *Estonie*  
Mrs Vania MAFFEO - Italy / *Italie*

**Third Round - Interim Compliance Reports /  
Troisième Cycle - Rapports de conformité intérimaires**

**Belgium / Belgique**

Ms Clàudia CORNELLA DURANY - Andorra / *Andorre*  
Ms Doris WOLTZ - Luxembourg

**Denmark / Danemark**

Ms Edlira NASI – Albania / *Albanie*  
Mr Don O'FLOINN - Netherlands / *Pays-Bas*

**Germany / Allemagne**

Mr Aslan YUSUFOV - Russian Federation / *Fédération de Russie*  
Mr Christian MANQUET - Austria / *Autriche*

**Malta / Malte**

Mr Philippos KOMODROMOS - Cyprus / Chypre

Ms Alexandra KAPISOVSKA - Slovak Republic / République slovaque

**Slovak Republic / République slovaque**

Mr Christian MANQUET - Austria / Autriche

Mr Jaroslavs STRELCEK - Latvia / Lettonie

**EXCHANGE OF VIEWS / ECHANGE DE VUES**

Mr Drago KOS, Chair of the OECD Working Group on Bribery / Président du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption

**COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Wolfgang RAU, Executive Secretary of GRECO / Secrétaire Exécutif du GRECO

Ms Elspeth REILLY, Personal Assistant to the Executive Secretary / Assistante Particulière du Secrétaire Exécutif

**Administrative Officers / Administrateurs**

M. Björn JANSON

M. Christophe SPECKBACHER

Ms Laura SANZ-LEVIA

Ms Sophie MEUDAL-LEENDERS

Mr Michael JANSSEN

Ms Liubov SAMOKHINA

**Central Office / Bureau Central**

Ms Penelope PREBENSEN, Administrative Assistant / Assistante Administrative

Mme Laure PINCEMAILLE, Assistant / Assistante

Mme Marie-Rose PREVOST, Assistant / Assistante

**Webmaster**

Ms Simona GHITA, Directorate General 1 - Human Rights and Rule of Law / Direction générale des droits de l'Homme et état de droit

Mme Marie-Rose PREVOST, GRECO

**Interpreters / Interprètes**

Ms Chloé CHENETIER

Ms Isabelle MARCHINI

Ms Julia TANNER

**ANNEXE II**  
**ORDRE DU JOUR**

1.	Opening of the meeting <b>9.30 am</b>	Ouverture de la réunion <b>09h30</b>
2.	Adoption of the agenda	Adoption de l'ordre du jour
3.	Information from the President and the Executive Secretary	Communication du Président et du Secrétaire Exécutif
4.	Topical anti-corruption developments/events in member States	Développements/événements anti-corruption d'actualité dans les Etats membres
5.	<b>First reading</b> Evaluation Report - Fourth Round <b>Germany</b> ..... <b>Monday</b> <b>Azerbaijan</b> ..... <b>Tuesday</b> <b>Ireland</b> ..... <b>Wednesday</b>	<b>Première lecture</b> Rapport d'Evaluation - Quatrième Cycle <b>Allemagne</b> ..... <b>Lundi</b> <b>Azerbaïdjan</b> ..... <b>Mardi</b> <b>Irlande</b> ..... <b>Mercredi</b>
6.	<b>Adoption</b> 2 <sup>nd</sup> Compliance Report – Third Round <b>Bulgaria</b> <b>Azerbaijan</b> <b>Serbia</b>	<b>Adoption</b> 2 <sup>e</sup> Rapport de Conformité - Troisième Cycle <b>Bulgarie</b> <b>Azerbaïdjan</b> <b>Serbie</b>
7.	<b>Adoption</b> Addendum to the 2 <sup>nd</sup> Compliance Report - Third Round <b>Poland</b> <b>Slovak Republic</b> <b>Spain</b>	<b>Adoption</b> Addendum au 2 <sup>e</sup> Rapport de Conformité - Troisième Cycle <b>Pologne</b> <b>République Slovaque</b> <b>Espagne</b>
8.	<b>Adoption</b> <i>Interim</i> Compliance Report - Third Round <b>Belgium</b> <b>Denmark</b> <b>Germany</b> <b>Malta</b>	<b>Adoption</b> Rapport de Conformité <i>intérimaire</i> - Troisième Cycle <b>Belgique</b> <b>Danemark</b> <b>Allemagne</b> <b>Malte</b>
9.	<b>Composition of evaluation teams</b> Fourth Round evaluations: Bosnia and Herzegovina, Cyprus, Czech Republic, Republic of Moldova, Romania, Turkey (Bureau 69 proposals for approval)	<b>Composition d'équipes d'évaluation</b> Evaluations du Quatrième Cycle : Bosnie-Herzégovine, Chypre, République Tchèque, République de Moldova, Roumanie, Turquie (propositions du Bureau 69 pour approbation)
10.	<b>Selection of rapporteur countries</b> Fourth Round Compliance Procedures: Finland, Iceland, Luxembourg, Netherlands (Bureau 69 proposals for approval)	<b>Sélection des pays rapporteurs</b> Procédures de conformité du Quatrième Cycle : Finlande, Islande, Luxembourg, Pays-Bas (propositions du Bureau 69 pour approbation)
11.	<b>Exchange of views</b> Drago KOS, Chair of the OECD Working Group on Bribery <b>Thursday, 2.30 pm</b>	<b>Echange de vues</b> Drago KOS, Président du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption <b>Jeudi, 14h30</b>

<p>12. <b>Follow-up to the Report by the Secretary General on the state of democracy, human rights and the rule of law in Europe</b> Ad hoc focused dialogue – framework (conditions and responsibilities) (proposal by Bureau 69 for approval)</p>	<p><b>Suites à donner au Rapport du Secrétaire général sur la situation de la démocratie, des droits de l’homme et de l’Etat de droit en Europe,</b> Dialogue ciblé ad hoc – cadre (conditions et responsabilités) (proposition du Bureau 69 pour approbation)</p>
<p>13. <b>Second reading and adoption</b> Evaluation Reports - Fourth Round <b>Germany</b> <b>Azerbaijan</b> <b>Ireland</b></p>	<p><b>Deuxième lecture et adoption</b> Rapports d’évaluation - Quatrième Cycle <b>Allemagne</b> <b>Azerbaïdjan</b> <b>Irlande</b></p>
<p>14. Miscellaneous</p>	<p>Divers</p>
<p>15. Adoption of decisions</p>	<p>Adoption des décisions</p>
<p>16. Dates of next meetings</p>	<p>Dates des prochaines réunions</p>
<p>17. Close of the meeting</p>	<p>Fin de la réunion</p>

**Friday, 1 pm**

**Vendredi, 13h00**